

Mesdames les rectrices et Messieurs les recteurs de région académique  
Chancelier(ère)s des universités

Mesdames les rectrices et Messieurs les recteurs d'académie  
Monsieur le vice-recteur de Polynésie française

A l'attention de Mesdames et Messieurs les chefs des services des examens et concours  
Madame la directrice générale du centre national d'enseignement à distance

Arcueil, le 14 janvier 2026

Affaire suivie par : Marie-Cécile SOURZAC  
Chef de bureau : Isabelle NOLLEAU  
N° de téléphone: 0 1 4 9 1 2 2 4 0 3  
Courriel : [Isabelle.nolleau@siec.education.fr](mailto:Isabelle.nolleau@siec.education.fr)  
Gestionnaire : Floriane MIGEON  
N° de téléphone: 0 1 4 9 1 2 2 5 0 3  
Courriel : [floriane.migeon@siec.education.fr](mailto:floriane.migeon@siec.education.fr)  
Référence : DES2/MCS/IN/FM

**Objet : Organisation du brevet de technicien supérieur BTS Cybersécurité, Informatique et réseaux |  
Session d'examen 2026**

**Références :**

- Code de l'éducation, articles D. 643-1 et suivants ;
- Arrêté du 24 juillet 1997 fixant les modalités de notation aux examens du BTS, du bac et du BP ;
- Arrêté du 1<sup>er</sup> juin 2023 portant définition et fixant les conditions de délivrance du brevet de technicien supérieur «Cybersécurité, Informatique et réseaux, Electronique, option A: "Informatique et réseaux", option B : "Electronique et réseaux"», modifié par les arrêtés des 10 juin 2008 et 8 juillet 2024 ;
- Arrêté du 22 juillet 2008 modifié modifiant les arrêtés portant définition et fixant les conditions de délivrance de certaines spécialités de brevet de technicien supérieur (définition d'épreuves et programmes de langue vivante étrangère de certaines spécialités) ;
- Arrêté du 22 juillet 2008 modifiant les arrêtés portant définition et fixant les conditions de délivrance de certaines spécialités de brevet de technicien supérieur (définition du contrôle de conformité des dossiers et de l'utilisation de la note "non valide") (BO n°32 du 28 août 2008) ;
- Arrêté du 23 septembre 2020 portant définition de l'unité facultative « engagement étudiant » du brevet de technicien supérieur prévue à l'article D. 643-15-1 du code de l'éducation ;
- Arrêté du 3 novembre 2021 modifié modifiant les arrêtés portant définition et fixant les conditions de délivrance de certaines spécialités du brevet de technicien supérieur (définitions des épreuves obligatoires de langue vivante étrangère pour les BTS tertiaires) ;
- Arrêté du 9 mai 2025 modifié portant définition des épreuves de contrôle du brevet de technicien supérieur pour la session d'examen 2025 ;
- Circulaire n° 2011-072 du 3 mai 2011 portant sur les conditions d'accès et de sortie des salles de composition ;
- Circulaire n° 2015-178 du 1<sup>er</sup> octobre 2015 relative à l'utilisation des calculatrices ;
- Circulaire du 8 décembre 2020 relative à l'organisation de la procédure et adaptation des épreuves d'examens et concours de l'enseignement supérieur pour les candidats en situation de handicap ;
- Note de service du 12 juin 2025 relative aux épreuves de contrôle du brevet de technicien supérieur pour la session d'examen 2025.

Le SIEC est chargé, pour la session citée en objet, de définir les modalités d'organisation nationales du brevet de technicien supérieur « Cybersécurité, Informatique et réseaux, Electronique, option A: Informatique et réseaux, option B : Electronique et réseaux ».

## **1. ORGANISATION GÉNÉRALE DE L'EXAMEN**

### **1.1. Inscription**

Après avoir inscrit ses candidats dans Cyclades, chaque académie vérifie les confirmations d'inscription et s'assure de la recevabilité des candidatures. En cas de regroupement académique, les académies rattachées transfèrent, à la date fixée par la DGESIP, à l'académie qui les pilote le fichier « candidats » à jour et conservent les confirmations d'inscription.

Toute modification de candidature doit être réalisée à la fois par l'académie rattachée et par l'académie pilote.

### **1.2. Calendrier**

Les épreuves se déroulent conformément au calendrier ci-joint (**ANNEXE 1**).

Les dates et horaires indiqués, en particulier les heures à partir desquelles les candidats peuvent quitter définitivement les salles d'épreuves du fait notamment des décalages horaires entre la métropole et l'outre-mer (dispositif de mise en loge), doivent être respectés pour éviter toute divulgation des sujets.

### **1.3. Regroupements et centres d'examen**

Les regroupements interacadémiques pour la correction des épreuves écrites et les délibérations des jurys sont indiqués en **ANNEXE 2**.

Les académies « pilotes organisation » diffusent la présente circulaire, ses annexes et toute éventuelle modification aux académies qui leur sont rattachées, en respectant le caractère confidentiel de certains documents. Elles la déclinent à l'attention des établissements de leur groupement (y compris ceux qui n'ont que des sections de 1<sup>ère</sup> année), ainsi qu'à celle des candidats individuels (à l'exclusion des grilles d'évaluation), le plus tôt possible et selon les modalités qu'elles auront définies.

Les académies « pilotes organisation » assurent, conformément aux instructions ministérielles, la gestion complète de l'examen pour les académies de leur groupement, à l'exception de l'inscription des candidats, de l'organisation de certaines épreuves de langues vivantes (\*), de l'édition et de la délivrance des diplômes qui incombent aux académies d'origine.

(\*) L'académie d'origine organise les épreuves **orales** :

- de LVE des BTS industriels sauf Métiers de l'eau et Enveloppes du bâtiment ;
- de LVE autres qu'anglais, allemand, espagnol et italien des autres BTS.

### **1.4. Mode d'évaluation des candidats**

Selon les épreuves et sous-épreuves, les candidats doivent être évalués sous forme ponctuelle ou dans le cadre d'un contrôle en cours de formation (CCF), selon leur statut et la catégorie d'établissement à laquelle ils appartiennent. Il convient de vous référer au règlement d'examen annexé à l'arrêté de la spécialité cité en référence qui détermine cette répartition.



## 1.5. Livrets scolaires ou de formation

Les livrets scolaires sont conformes au modèle en **ANNEXE 3** et joint au présent envoi en format numérique.

Le fichier contenant le modèle de livret est à remplir dans les établissements concernés selon les consignes de chaque service académique des examens. Il appartient aux académies pilotes et autonomes de le leur diffuser dans cette perspective. Afin d'assurer l'anonymat des délibérations du jury, les établissements de formation doivent se conformer aux consignes de rédaction figurant sur ces livrets. Les livrets scolaires devront impérativement être à la disposition du jury de délibération.

## 2. ORGANISATION DES ÉPREUVES ÉCRITES

### 2.1. Papeterie

Pour les épreuves écrites dont la correction est dématérialisée, il convient d'utiliser exclusivement le modèle de copies CYCC (modèle SANTORIN). Les copies vierges sont fournies aux centres d'épreuves par les rectorats des académies d'origine qui déterminent et communiquent les modalités de livraison retenues.

Pour les autres épreuves, il convient d'utiliser le papier de composition modèle national « EN » ainsi que les feuilles de calques modèle ministériel format A3.

### 2.2. Sujets et matière d'œuvre

La liste de la matière d'œuvre nécessaire, des documents autorisés pour le déroulement de certaines épreuves et la liste du matériel candidat vous sont adressés par le service DIESE3 du SIEC, responsable de l'édition des sujets, Madame Aurore SCHIANO. [REDACTED]

### 2.3. Matériel autorisé

L'usage de la calculatrice est autorisé dans les conditions prévues par la circulaire n° 2015-178 du 1<sup>er</sup> octobre 2015 citée en références.

### 2.4. Déroulement des épreuves

L'utilisation de moyens de communication (téléphones mobiles, tablettes, montres connectées, ordinateurs portables) est strictement interdite. L'annonce doit en être obligatoirement faite en début d'épreuve. Tout candidat dérogeant à cette interdiction fera l'objet d'une procédure de suspicion de fraude.

**Alerte-sujet** : en cas d'erreur sur le contenu des sujets, les interventions des surveillants et enseignants se limitent impérativement aux seules instructions transmises par le service académique des examens et qui prennent la forme d'une « alerte sujet ». **Les erreurs pouvant être considérées comme mineures n'entraînent pas d'interruption de l'épreuve ni ne font l'objet d'un rectificatif en cours d'épreuve** ; elles sont consignées dans le procès-verbal d'examen afin qu'il en soit tenu compte lors de la correction des copies. L'objectif est de ne transmettre comme consignes que ce qui est indispensable à la bonne compréhension du sujet, pour perturber le moins possible les candidats.

## 2.5. Corrections

Les corrections des épreuves écrites, se font de manière dématérialisée dans Santorin. En cas de correction dématérialisée, chaque académie organise la numérisation des copies.

Les corrections ne pourront commencer qu'à l'issue de la numérisation des copies par l'académie d'origine et de la validation par l'académie pilote sujets des corrigés et barèmes dans Santorin.

## 2.6. Epreuve E4 – option A « Étude et conception de réseaux informatiques », option B « Étude et conception de produits électroniques :

La correction sera effectuée par un professeur chargé de l'enseignement de spécialité et un enseignant de physique de l'option.

Compte tenu de la durée de l'épreuve, les candidats doivent prévoir de se restaurer sans quitter la salle et sans prolongation du temps imparti de 6h.

## 3. ORGANISATION DES ÉPREUVES PRATIQUES ET ORALES

### 3.1. Épreuves

Les instructions relatives à ces épreuves figurent dans les **ANNEXES 4 à 8**.

**Le concours national CoVACIEL se déroulant les 18 et 19 juin 2026, une vigilance particulière est à apporter aux dates des épreuves ponctuelles pratiques et orales afin de permettre aux équipes pédagogiques et aux étudiants inscrits de participer au challenge.**

#### 3.1.1. Epreuve E5 option A « Exploitation et maintenance de réseaux informatiques », option B « Mise en œuvre de réseaux informatiques » - forme ponctuelle pratique.

L'épreuve E5 en forme ponctuelle pratique concerne les candidats scolaires des établissements privés hors contrat, les candidats apprentis des CFA ou sections d'apprentissage non habilités, les candidats de la formation professionnelle continue des établissements privés, les candidats au titre de leur expérience professionnelle, les candidats de l'enseignement à distance et autres cas.

L'épreuve prend la forme d'une épreuve ponctuelle pratique d'une durée de 3 h.

Pour les candidats scolaires des établissements privés hors contrat, les candidats apprentis des CFA ou sections d'apprentissage non habilités, les candidats de la formation professionnelle continue des établissements privés, l'épreuve, d'une durée de trois heures, se déroule dans le centre de formation sur des situations d'évaluation proposées par les formateurs du centre de formation et validés par l'autorité académique en charge du BTS. La commission d'examen chargée de leur évaluation est constituée d'un professeur chargé de l'enseignement de spécialité et un professeur de physique, désignés par le service des examens et concours. La commission d'examen évalue les différentes situations d'évaluation et le travail à réaliser par le candidat à partir de la grille nationale d'évaluation. La constatation par la commission d'examen de :

- l'insuffisance du nombre de supports techniques ;
- la non-conformité des supports techniques ;



- la non-conformité de la problématique proposée dans les situations d'évaluation ou des activités référencées qui ne permettraient pas une évaluation à partir de la grille nationale ;

entraîne la non validation en l'état des supports techniques concernés et des situations d'évaluation ainsi que la nécessité de reprendre les supports techniques et les situations d'évaluation conformément aux préconisations de la commission de validation.

- Pour tous les autres candidats

l'épreuve, d'une durée de trois heures, se déroule dans le centre d'examen désigné par le service des examens et concours. La commission d'examen chargée de leur évaluation est constituée d'un professeur chargé de l'enseignement de spécialité et d'un professeur de physique, désignés par le service des examens et concours.

Les candidats ont la possibilité d'assister à une séance de présentation du matériel un mois avant le déroulé des épreuves. Un dossier technique et la problématique à résoudre sont remis au candidat en début d'épreuve. La commission d'examen évalue le travail réalisé par le candidat à partir de la grille nationale d'évaluation (cf. **ANNEXE 5**).

### **3.1.2. Epreuve E6 – Option A- Valorisation de la donnée et cybersécurité - Option B – Réalisation et maintenance de produits électroniques (ponctuelle orale)**

L'épreuve E6 en forme ponctuelle orale concerne les candidats des établissements publics, privés sous et hors contrat, les candidats de CFA habilités et non habilités, les candidats de la formation professionnelle continue des établissements publics et privés, les candidats au titre de leur expérience professionnelle, les candidats de l'enseignement à distance.

L'épreuve prend la forme d'une épreuve ponctuelle orale d'une heure.

Elle prend appui sur un projet de 150 heures encadré par les enseignants de sciences et techniques industrielles et les enseignants de physique.

- Pour les candidats scolaires, apprentis, formation professionnelle continue

Le candidat réalise et met en service tout ou partie d'un ouvrage, d'une installation, d'un équipement sur un support authentique à caractère industriel qui utilise des technologies actuelles. Les activités peuvent être conduites par un groupe de candidats, mais l'évaluation doit porter sur la maîtrise individuelle des compétences.

- Pour les apprentis les projets doivent impérativement être développés dans l'entreprise

Le support technique et la problématique professionnelle proposés sont validés lors d'une commission annuelle académique qui se tiendra, sous la responsabilité de l'inspecteur en charge du diplôme, lors du premier trimestre de l'année scolaire de l'examen.

La commission de validation des projets évalue le travail à réaliser par le candidat à partir de la grille nationale d'évaluation (cf. **ANNEXE 6**). La constatation par la commission de validation de non-conformité du support technique, de la problématique professionnelle proposée, des activités référencées qui ne permettraient pas une évaluation à partir de la grille nationale, entraîne l'attribution de la mention « non valide » à l'épreuve correspondante, dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur. En conséquence, conformément à l'indication du référentiel, le candidat ne pourra se présenter au BTS et sera donc désinscrit de l'examen.

- Pour les candidats au titre de leur expérience professionnelle

Le candidat présente à la commission d'évaluation un projet développé dans le cadre des activités professionnelles qui lui ont permis de s'inscrire à l'examen. Pour cette soutenance, la commission d'examen dispose, huit jours avant l'épreuve du dossier relatif au projet. Le dossier remis et réalisé par le candidat est transmis selon une procédure et à une date définie dans la circulaire d'organisation inter académique ou académique de l'examen.

La commission d'examen évalue le travail réalisé par le candidat à partir de la grille nationale d'évaluation (cf. **ANNEXE 6**).

- Pour les autres candidats

l'épreuve, d'une durée d'une heure, se déroule dans le centre d'examen désigné par l'académie pilote. Un mois avant le début des épreuves, un dossier sujet est remis au candidat par l'académie pilote. La commission d'examen chargée de leur évaluation est constituée d'un professeur chargé de l'enseignement de spécialité et d'un professeur de physique, désignés par le service des examens et concours. La commission d'examen évalue le travail réalisé par le candidat à partir de la grille nationale d'évaluation et le positionne sur la grille dédiée (cf. **ANNEXE 6**).

### 3.2. Conformité des dossiers

La conformité des dossiers concerne l'épreuve E6 Option A- Valorisation de la donnée et cybersécurité - Option B – Réalisation et maintenance de produits électroniques.

Le dossier réalisé et remis par le candidat est transmis selon une procédure et à une date définie dans la circulaire d'organisation interacadémique ou académique de l'examen.

Le contrôle de conformité du rapport et de la durée de validité de stage sont effectuées selon les modalités définies par les autorités académiques avant l'interrogation, conformément à la réglementation en vigueur.

**POINT DE VIGILANCE** : la constatation de non-conformité du dossier entraîne l'attribution de la mention « **non valide** » à l'épreuve correspondante, dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur (cf. arrêté du 22/7/2008 cité en références et définition de l'épreuve concernée). Le candidat même présent à l'épreuve ne peut être interrogé. En conséquence, le diplôme ne peut lui être délivré.

### 3.3. Épreuve facultative « Engagement étudiant »

Les fiches et les grilles d'évaluation sont présentées en **ANNEXE 4**.

La fiche d'inscription à l'épreuve engagement étudiant est proposée préremplie (informations sur le candidat et l'épreuve obligatoire associée) dans Cyclades, sous réserve de la déposer en ligne (choix académie d'origine de la PJ). Si la fiche est gérée en tant que PJ d'inscription, elle est disponible pour la notation de l'orale dans Santorin sur choix de l'académie de gestion.

Les dates d'épreuves sont communiquées ultérieurement par l'académie « pilote organisation » ou autonome. Le passage des candidats à l'épreuve facultative « engagement étudiant » sera intégré au programme de celui de l'épreuve professionnelle.



#### **4. ORGANISATION DES DÉLIBÉRATIONS**

##### **4.1. CCF**

Les notes des épreuves passées en CCF sont susceptibles de modification au cours de la réunion d'harmonisation. Conformément à la réglementation en vigueur, il est interdit aux enseignants et formateurs de les communiquer aux candidats avant l'envoi du relevé de notes final.

Les dates de saisie des notes de CCF sont fixées par chaque académie « pilote organisation ».

Les dossiers et documents d'évaluation sont à conserver au sein de l'établissement jusqu'au jury de délibération de la session suivante.

##### **4.2. Fiches d'évaluation**

Seules les fiches d'évaluation jointes à la présente circulaire pour les épreuves E5, E6 et épreuve facultative « Engagement étudiant » pourront être transmises au jury.

Il appartient à la commission d'évaluation de renseigner ces fiches de la manière la plus complète possible pour, à la fois, éclairer les délibérations du jury et justifier la note en cas de contestation ultérieure. **Les candidats, qui ont été notés dans SANTORIN sur choix de l'académie pilote, peuvent, en effet, consulter leurs fiches d'évaluation à l'issue de la session, via leur compte Cyclades.**

D'ici là, elles sont strictement confidentielles : ni la note ni l'appréciation ne doivent être communiqués aux candidats avant la publication des résultats.

Les fiches d'évaluation pour le CCF sont à archiver dans le dossier du candidat par son établissement de formation et une copie est à transmettre à l'académie pilote organisation pour le jury.

##### **4.3. Notation et saisie des notes**

Les notes peuvent être exprimées de zéro à vingt en points entiers ou en demi-points.

*En cas d'évaluations multiples à agréger en une seule note, les notes proposées par les commissions d'évaluation sont transmises au chef de centre qui en fera le bilan. La conciliation entre les évaluateurs concernés se fait dans Santorin.*

##### **4.4. Jury de délibération**

Le lieu et la date des jurys de délibération sont arrêtés par chaque académie pilote organisation.

#### **5. ORGANISATION DES ÉPREUVES DE CONTRÔLE**

Chaque académie pilote organisation définira les modalités d'organisation des épreuves de contrôle dans le respect de la note de service du 12 juin 2025 citée en références.

## **6. BILAN DE SESSION**

Le président du jury de délibération recueille les remarques exprimées par les correcteurs et les interrogateurs des différentes commissions et les transmet au service académique des examens, afin de renseigner l'inspection générale et la DGESIP sur le déroulement des épreuves.

Je vous remercie de me tenir informée de toute difficulté que pourrait entraîner l'application des présentes dispositions.

La directrice du Service interacadémique des  
examens et concours



Aurore COLLET